



Notes prises par Pierrick T. lors du buffet des idées du 21 janvier 2021

La démocratie dans tous ses états : Le rôle que peuvent jouer les Centres Sociaux

Loïc Blondiaux & Adeline Lepinay

Retrouvez la vidéo des interventions ici : <https://congres.centres-sociaux.fr/le-buffet-des-idees/#cycle1-ouverture>

Loïc Blondiaux : Professeur de Sciences Politiques Paris 1 Panthéon Sorbonne. Démocratie et participation des citoyens. Membre de la commission nationale du débat public et du comité de gouvernance de la convention citoyenne pour le climat lancée en Octobre. Un ouvrage parmi d'autres : *Actualité de la démocratie participative*.

La démocratie, c'est un idéal à 3 dimensions qui ne sont pas ajustées les unes aux autres :

- La souveraineté populaire, auto gouvernement, le gouvernement du peuple par le peuple. Participer à la décision, influencer la décision.
- L'idée d'état de droit, de liberté, de reconnaissance de la nécessité de projeter les droits (collectif, de manifestation, d'expression, de droits individuel)
- L'égalité concrète. Pas de démocratie sans actualisation de l'égalité entre les individus, vivre avec les autres. Il peut y avoir un déficit démocratique, avec un décalage ou les inégalités sont tels que les gens ne se considèrent pas comme des égaux.

Notre démocratie actuelle est très loin de l'auto gouvernement du peuple. Notre démocratie a été inventé par des gens qui détestent l'autogouvernement du peuple, qui ne voulaient pas que le peuple participe directement au pouvoir. Ils ont donné au peuple la seule possibilité de sélection des gouvernants pour parler à sa place, c'est que qu'on appelle la **démocratie représentative**. Mais c'est une vision très minimale de la démocratie, et loin de l'ambition originelle.

Noter modèle du jour, même incomplet est en voie d'effondrement. Le risque actuel de voir disparaître le peu de démocratie :

- Une extrême **défiance à l'égard des gouvernants** de la part des citoyens. Ce n'est pas une mauvaise chose lorsqu'elle débouche sur un désir de participation et des alternatives. Mais lorsque ces dernières débouchent sur un fascisme ou de l'autoritarisme, c'est un problème.
- Problème d'**inefficacité**. Les représentants qui prétendent gouverner au nom du peuple ne peuvent être légitimes que s'ils représentent le peuple (ce que plus personne ne pense



aujourd'hui, et lorsqu'ils sont efficaces mais ils sont aujourd'hui inefficaces face à la crise environnementale, face à la pandémie, face au bien être en général.

- Risque de durcissement, libéralisme autoritaire au travers la **répression** mise en œuvre par ces gouvernements démocratiques pour faire taire **des contestations de plus en plus fortes**.

Les citoyens, de plus en plus nombreux, sont rentrés en dissidence.

- L'indifférente, apathie politique à l'égard de nos gouvernants. L'abstention
- La voie autoritaire, on cherche une autre solution, on va chercher un homme providentiel, un autre partie
- La voie participative, on essaie de développer, via les institutions ou hors les institutions à développer d'autres formes de démocratie.

Les classes populaires sont touchées de plein fouet (ils votent le moins, ils sont mis à distance, la captation du pouvoir se fait par les catégories les mieux intégrées, une forme d'oligarchie).

Que faire ?

2 Stratégies :

- Attendre de parvenir au pouvoir. L'arrivée au pouvoir d'acteurs politiques qui ont une visée d'intérêt général et seront eux-mêmes démocrates n'est pas convaincante pour deux raisons (une alternance est devenue compliquée, ne nous attendons pas à un grand soir ; il est très compliqué de prendre le pouvoir en laissant croire ensuite qu'on va être démocrate)
- Prendre le pouvoir par le bas, ou l'occupation des interstices : un scénario intéressant mais sa plausibilité est compliquée.

Deux autres scénarios :

- La structuration de la contestation qui permettra aux catégories populaire de revenir dans le jeu politique et d'être pris en compte par le pouvoir (le community organizing et l'éducation populaire mais qui oblige des intermédiaires) Et cela, les adversaires l'ont compris puisqu'ils diminuent les financements et obligent à entrer dans le jeu d'une concurrence ou de logique de l'appel à projet qui rend très difficile la structuration de ces formes de mobilisation. Mais c'est notre voie !
- La voie d'innovation institutionnelle, en mettant en place des dispositifs qui permettent une forme d'inclusion des perspective citoyenne (tirage au sort, participation citoyenne).



Adeline Lepinay : *Formatrice autrice et artisanne de processus collectif éducation populaire, community organizing appliquée en France et observée aux États Unis. Anime le blog education-populaire.fr Autrice du livre : *organisons-nous*, manuel critique au éditions hors d'attente*

La démocratie, c'est une pratique collective. En la pratiquant, on l'apprend, c'est une recherche permanente dans nos façons de fonctionner, ce n'est jamais acquis.

La notion d'école de la démocratie peut être problématique elle laisse à penser que nous allons apprendre aux autres à être de bons citoyens. Mais nous, comment est-ce qu'on se positionne là-dedans, ne sommes-nous que des passeurs ou passeuses ? Le premier rôle de nos associations pour renforcer la société démocratique est qu'elles soient elles-mêmes des démocraties, ce qui n'est déjà pas simple.

Tachons ensemble de s'inscrire dans des modes démocratiques.

Déformons-nous ensemble !

Nous n'allons pas former les autres à être de bons citoyens mais nous allons nous déformer ensemble. Ce qui va nous amener à comprendre pourquoi on reproduit des mécanismes, que l'on veut pourtant détruire. Identifier les normes et les réflexes que nous avons. Nous avons d'abord été éduquer à obéir, mais la démocratie, c'est contribuer, développer un esprit critique, voire même s'opposer. Sachant que, autre complexité, dans nos systèmes associatifs, c'est nous qui avons le pouvoir.

La démocratie, ce n'est pas tant qu'elle va transformer la société, c'est que nous devons agir. Au travers de tous ce que nous allons faire, comment peut-on transformer nos pratiques, faire évoluer nos cultures vers une pratique démocratique et ne pas reproduire la culture dominante ? Nous devons nous libérer dans nos têtes, augmenter nos capacités de discernement, confronter nos opinions, un véritable processus pour lequel nous n'avons pas été formés.

Autre chose, il ne suffit pas de savoir que nous avons le droit de prendre la parole pour réussir à la prendre ou demander à la prendre. Nous devons **développer notre capacité à agir** pour nous décoloniser. Pour cela, nous avons besoin du collectif pour avancer dans ces transformations, pour soi et pour la société.

Nous sommes dans un vrai processus. Dans les centres sociaux, on peut penser le fonctionnement du collectif de façon à ce qu'il soit le plus émancipateur possible. Transformons la culture collective, les normes, ce qui est considéré comme normal, et c'est seulement en changeant cette normalité que nous allons devenir intolérant au fonctionnement autoritaire.

Actuellement, c'est plus qu'indispensable. Il est essentiel de savoir ce que nous pouvons faire en direction d'une démocratie réelle en tant qu'association, que professionnel, que bénévole.



Démarche congrès du Réseau des Centres Sociaux portée par la FCSF

La fédération est tout sauf neutre, le projet de société n'a actuellement pas le vent en poupe. Défendre le projet social et le projet de société, c'est une mission de la fédération de se faire entendre, d'avoir une stratégie pour se faire entendre auprès de l'opinion publique pour peser dans la démocratie et dénoncer les projets de société non démocratiques et inégalitaires.

Différentes stratégies à mettre en œuvre :

- Avoir une parole publique, faire passer ses messages
- Approche culturelle : Une démarche d'éducation populaire, lutter contre les normes qu'on reproduit.
- Avoir une exigence collective sur nos pratiques.
- En pratique : gagner des marges de manœuvre, créer des alliés.
- Pousser ceux qui ont le pouvoir à faire ce qu'ils devraient faire.
- Faire connaître nos demandes, les faire entendre, développer une stratégie de pression (avec la question pour un CSC de rentrer en pression face à ces partenaires financeurs)
- Monter des projets, des bulles d'émancipation en lien avec la lutte pour élargir les possibles.

Pour mémoire : Un état démocratique a pour mission de garantir l'autonomie des associations, des corps intermédiaires puisqu'ils font partie de la démocratie.

Notre stratégie est aussi de travailler l'utopie, le rêve, le projet de la société. Passer à l'action plutôt que s'en tenir à ce que l'on peut demander poliment au pouvoir public. Et pourquoi pas désobéir, la désobéissance civile fait partie de la démocratie.

Pour aller plus loin :

Retrouvez la publication de la Fédération 44 : **Oser la "désobéissance" en empruntant des chemins alternatifs** : <https://paysdelaloire.centres-sociaux.fr/osser-la-desobeissance-en-empruntant-des-chemins-alternatifs/>